

Monsieur le Président du CA  
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

Après deux ans d'existence du Cerema, on peut dire aujourd'hui, sans forfanterie/effet de manche, que l'heure est grave.

Au cours de ce CA, vous serez amenés à voter un 3ème budget rectificative pour 2015 et le budget initial 2016. La version V0 du projet stratégique immobilier vous sera également présentée.

Comme nous l'avons dénoncé à plusieurs reprises, **le budget 2015** menace la pérennité de l'établissement. Concernant la subvention de l'État, 20 M€ manquent à l'appel sur la période 2014-2015 par rapport aux promesses des deux ministres. L'État n'a donc pas respecté sa parole. Pour 2015, les primes des agents sont rognées pour financer le fonctionnement du Cerema ; les recrutements se font au compte-goutte ; le fonds de roulement est anormalement bas ; aucune dotation d'amortissement n'assure le remplacement des matériels vétustes transférés par l'État au Cerema ; la capacité de l'Établissement à générer des commandes pour tiers, fondée sur ces matériels est compromise ; un tour de passe-passe masque grossièrement le déficit du compte de résultat. Pour 2015, s'il était traité comme un organisme standard, le Cerema serait dans le rouge.

Pourtant, **le budget 2016** qui vous est proposé est pire encore. Cette fois, c'est le pronostic vital de l'Établissement qui est engagé. La baisse de la dotation de l'État est telle [7,4 M€/2015, -2 M€ sur la masse salariale], qu'elle préfigure/annonce la disparition de l'Établissement. Avec un tel budget, le Cerema n'est plus viable.

**Mesdames et Messieurs les administrateurs, l'État vous a menti, il vous a trompé, il vous a floué. Et les agents du Cerema avec !**

Vous avez été nommés pour porter la naissance d'un organisme scientifique et technique ambitieux, moderne et renouvelé.

Si on s'en tient à ce projet de budget, en réalité, vous l'accompagnerez au tombeau.

En 2016, la dotation aura diminué de 6,3 % par rapport à 2014, l'investissement sera réduit de moitié, le fonctionnement sera extrêmement contraint et obérisera les capacités d'intervention de Cerema ; le fonds de roulement sera indigent ; l'Établissement ne pourra plus embaucher, les suppressions de postes se feront à l'aveugle, les recettes en provenance des tiers ne pourront pas compenser la fonte de la subvention.

La réduction des effectifs et de la dotation est si rapide que ce rythme est incompatible avec la préservation des missions, une quelconque stratégie en matière de développement de l'offre aux collectivités et avec la reconstitution de capacités d'investissement.

FO condamne ce projet de budget initial. Il est de votre responsabilité, Mesdames et Messieurs les administrateurs, de ne vous opposer à ce budget indigne. Lors du précédent CA, M. PERDRIAU redoutait de devenir le fossoyeur de l'Établissement. C'est bien ce qui se décidera aujourd'hui avec ce budget.

Dans cette situation dramatique, **le projet stratégique immobilier** vient asséner un coup supplémentaire sur la tête des agents qui n'en avait pourtant vraiment pas besoin.

Sans le moindre accompagnement ni la moindre concertation, ce projet a été communiqué à tous, alors qu'il annonce la fermeture de plusieurs sites. La DTer Med, la DTer Idf, la DTer Est, la DTec EMF et la DTer SO sont fortement impactées. **12 % des agents du Cerema** sont priés d'aller travailler sur un autre site (qui peut se situer potentiellement jusqu'à 600 km). Ou bien de chercher du travail ailleurs. Dans le contexte de destruction des services territoriaux que nous connaissons,

c'est une véritable provocation !

C'est leur vie, leur bien être et leurs conditions de travail qui sont remis en cause, c'est aussi leur capacité à remplir leurs missions. Les agents ont organisé leur quotidien en fonction de ces lieux de travail dont on annonce aujourd'hui la disparition. Ce projet fait donc courir un risque grave de déstabilisation à des centaines d'agents.

En outre, les arguments avancés dans ce document sont parfaitement dogmatiques et incohérents : le projet mentionne 50 agents comme masse critique ? Pourquoi pas 30 ou 40 ? Pourquoi, alors, fermer le Bourget où 51 personnes travaillent ? Le projet insiste sur l'importance d'être présent dans les métropoles du pays et, dans le même temps, préconise la fermeture des sites de Montpellier et de Metz, la réduction de moitié de l'activité à Nice ! Avec la réforme territoriale, ces villes offrent pourtant des nombreuses opportunités dans le parc immobilier de l'État... Ce projet ne porte aucune ambition, il traduit purement des préoccupations de tiroir-caisse.

Au terme de cette 2ème année d'existence, FO veut témoigner ici du profond écœurement et de la colère que lui inspirent les positions et les pratiques des deux Ministères, ainsi que la politique conduite par la direction générale de l'Établissement depuis deux ans. Face à cette situation, FO a retiré sa signature du protocole d'accord ayant préfiguré la création le Cerema et appelle tous les agents à se mobiliser contre le budget et le projet stratégique immobilier.